



Déclaration du Comité Exécutif de la FSESP des 27 et 28 mai 2010, adopté à l'unanimité

Face à la crise qui frappe depuis 2 ans l'ensemble des pays européens, les syndicats affiliés à la FSESP, réunis en comité exécutif ces 27 et 28 mai 2010, dénoncent fermement les politiques d'austérité, de rigueur et d'attaques systématiques de l'emploi public et des services publics initiées par nombre de Gouvernements sous la pression des Instances Européennes et du FMI.

Pour nous, une vraie et pérenne sortie de crise passe par une amélioration du pouvoir d'achat, de l'emploi et des investissements publics. En cela la dépense publique joue un rôle majeur de stimulation et d'entraînement dans un certain nombre de secteurs économiques.

Parallèlement, ces politiques d'austérité réduisent et désorganisent les services publics et frappent donc en priorité les populations les plus en difficulté.

Pour nous les approches dogmatiques et soumises au diktat de la Finance ne feront qu'accentuer la crise sociale et économique que nous connaissons. Il nous faut un réel et ambitieux contrat social européen commun pour que l'Europe reprenne sa place dans la régulation mondiale.

C'est par ces voies et par une vraie réflexion sur la fiscalité que nous réglerons dans la durée la dette publique de nos pays.

Le comité exécutif apporte son soutien à tous les syndicats nationaux qui luttent par des grèves et manifestations pour faire échec à ces politiques de courte vue.

Il soutient également l'initiative de la CES consistant en une action syndicale européenne forte.